

IL FAUT TOUTES ET TOUS LES RAPATRIER ! IMMÉDIATEMENT

COMMUNIQUÉ
PARIS, LE 17 SEPTEMBRE 2025

La France a enfin rapatrié dix enfants, une jeune majeure et deux femmes, toutes et tous retenus depuis maintenant plusieurs années dans des camps du nord-est syrien. La LDH (Ligue des droits de l'Homme) qui a, à plusieurs reprises, dénoncé les dangers qui menaçaient ces mères et ces enfants et les conditions de vie inhumaines dans ces camps, ne peut que se réjouir de ces retours.

Mais la France s'obstinant à pratiquer une politique du cas par cas, politique critiquable à tous les niveaux, humanitaire, sécuritaire et politique, il reste dans ces camps 110 enfants français qui vont une nouvelle fois être confrontés à un hiver particulièrement rigoureux dans cette région, alors même qu'ils sont privés de soins, de nourriture et d'école. La France refuse également de rapatrier des jeunes filles arrivées mineures dans ces camps et qui se voient aujourd'hui abandonnées par l'Etat français... sous prétexte qu'elles sont devenues majeures !

Enfin, le cas de cinq jeunes majeurs, emmenés par leurs parents en zone de guerre lorsqu'ils étaient mineurs, n'est toujours pas réglé. Les avocats qui ont pu, lors d'une mission, leur rendre visite dans les centres d'Orkesh et de Hourri, ont témoigné de leur profond sentiment d'abandon et de leur détresse physique et psychologique.

Faute de courage politique, l'Etat français a laissé ces jeunes femmes alors mineures et ces enfants, victimes exclusivement des choix de leurs parents, sombrer loin des regards dans la souffrance et le désespoir.

L'urgence est d'autant plus critique que la situation se dégrade dans le nord-est syrien : les tensions montent entre les Forces démocratiques syriennes (FDS) qui assurent la sécurité des camps, et les autorités de Damas ; les échanges d'artillerie qui ont eu lieu la semaine dernière nous laissent craindre que ces familles ne se retrouvent coincées au milieu d'un nouveau conflit et que le refus des autorités françaises d'agir ne mettent en danger leurs vies.

De plus, la politique volontariste de l'Irak de retour des prisonniers détenus dans ces camps, et désormais également de la Syrie et des nombreux Etats tiers, nous laissent craindre, avec la disparition des camps, la fin du peu d'aide internationale qui y arrive, et ce à très court terme.

La LDH continue de demander aux autorités françaises – et en particulier au président de la République qui a le pouvoir de débloquer la situation – de respecter la Convention des droits de l'enfant (Cide) imposant de toujours privilégier l'intérêt supérieur de l'enfant, ce qui implique de rapatrier l'ensemble de ces ressortissants français. Il y va de l'image de la France, de la vie même de celles et ceux qui sont encore dans des camps en Syrie.

